

VILLE DE GENÈVE *La gauche et les milieux associatifs invitent à refuser 7,6 millions d'économies linéaires imposées par la majorité de droite. Même si elle perd, celle-ci promet de revenir à la charge.*

Des coupes qui en annoncent d'autres



RACHAD ARMANIOS

La mobilisation de la gauche mais surtout des milieux associatifs – culture en tête – est massive! En témoigne le dépôt de 32 listes appelant à voter deux fois non, le 5 juin, contre les coupes linéaires opérées par la majorité du Conseil municipal (PDC-PLR-UDC-MCG) dans le budget 2016 de la Ville de Genève. Le train d'économies touche avant tout le social et la culture. En face, les partisans affichent seulement 6 listes.

Les économies combattues par deux référendums totalisent 7,6 millions de francs sur un budget de 1,18 milliard. Un premier référendum concerne une coupe linéaire de 2,5% qui ampute de 4,4 millions les achats de la Ville et ses mandats externes (ligne 31), à l'exception de l'entretien relevant du Département des constructions. Le deuxième concerne une économie de 3,2 millions sur la ligne 36. Elle touche les subventions, via une coupe linéaire de 2% – et même de 10% en ce qui concerne les fonds généraux culturels (qui perdent 700 000 francs). Le Fonds municipal de lutte contre le chômage est aussi touché (-600 000 francs). Mais la majorité a épargné la subvention au Grand Théâtre, aux associations sportives et à la petite enfance. Les référendums n'ont pas eu d'effet suspensif, c'est-à-dire que les départements et les organismes subventionnés ont fonctionné avec les sommes amputées. Si les référendaires gagnent, les montants coupés seront versés rétroactivement.

«Aucune raison de couper»

«Il y a une énergie incroyable, c'est un moment historique», déclare Fabienne Abramovich. Membre du comité unitaire contre les coupes, elle y représente la Culture lutte, mouvement né l'an passé en réaction aux différentes attaques contre la culture comme les coupes budgétaires ou la remise en question des subventions à l'Usine. La mobilisation du secteur associatif, de l'Alternative rose-rouge-vert et des syndicats se veut à la hauteur de l'objectif affiché par la majorité, qui dépasse le seul scrutin du 5 juin. Car les économies imposées en 2016 sont seulement une mise en bouche dans le programme de la droite élargie: celle-ci souhaite réduire les dépenses annuelles de la Ville de 50-60 millions d'ici à

2020 tout en assurant un autofinancement des investissements.

«Gagner ne suffira donc pas, il faudra un non massif», prévient le conseiller municipal d'Ensemble à gauche Morten Gisselbaek. «Le but de la majorité est de compenser les pertes fiscales pour la Ville qu'impliqueront RIE III [réforme de l'imposition des entreprises], ajoute Valérie Buchs, du syndicat SIT. Elle s'attaque aux chômeurs en fin de droit, aux prestations aux seniors, elle mène une politique antisociale pour permettre aux actionnaires des entreprises d'emporter la mise. On veut mettre un frein clair et net à cette politique!» Elle est d'autant plus absurde aux yeux de Marie-Pierre Theubet, cheffe de groupe des Verts, que les comptes 2015 ont présenté un bénéfice de 40 millions de francs. La majorité a d'ailleurs effectué des coupes dans un projet de budget 2016 excédentaire de 8 millions, après avoir refusé d'entrer en matière sur la première copie de l'exécutif qui était à

l'équilibre. Pour l'Alternative, la gestion des finances de la Ville est excellente et il n'y a aucune raison de couper dans les prestations. «Chaque année, la droite exige de faire son travail, pendant que le déluge va arriver, et chaque année nous sommes bénéficiaires», attaque M^{me} Theubet.

Président des socialistes de la Ville, Olivier Gurtner fustige la méthode des «coupes aveugles» d'une majorité qui, en refusant d'étudier le projet de budget, a renoncé à «faire son travail». «La droite a raboté les subventions sans avoir eu conscience des conséquences concrètes de sa politique», s'indigne Ariane Arlotti, de la Culture lutte.

«L'exécutif a refusé d'intégrer nos priorités dans son projet et le calendrier était serré, ces coupes linéaires, c'était le seul moyen que nous avions pour imposer notre objectif d'une réduction du budget de fonctionnement», rétorque la cheffe du groupe PLR, Natacha Buffet-Desfayes. Pour l'UDC Eric Bertinat, des conseillers

municipaux miliciens n'ont pas les outils d'une administration pour faire une analyse fine des secteurs où des économies peuvent être réalisées. «C'est le Conseil administratif qui a refusé de faire son travail.»

Le boni? «Un coup de chance»

Quelle que soit l'issue du scrutin le 5 juin, la majorité n'a pas l'intention de dévier de son objectif de législature: «Le boni aux comptes est un coup de chance, dû à des rentrées extraordinaires, affirme M. Bertinat. Or la période économique faste est terminée. Au vu de la conjoncture mais aussi de RIE III, les recettes fiscales vont baisser. Comme les communes n'ont pas le droit de thésauriser de l'argent, il est impératif de réduire les charges de fonctionnement.» M^{me} Buffet-Desfayes interpréterait un non comme un désaveu des coupes linéaires, mais pas du fait de couper. A l'avenir, le PLR pourrait donc cibler les missions qu'il juge moins importantes et donc les as-

sociations qu'elle cherchera à priver de subventions. Lors du dernier Conseil municipal, la majorité a en tous cas déjà voté une délibération demandant un boni de 15 millions dans le projet de budget 2017 et des investissements autofinancés à 75%. «J'espère que le Conseil administratif présentera un projet tenant davantage compte des priorités de la majorité exprimées en début de législature, commente le chef de groupe MCG, Pascal Spuhler. S'il va un peu dans notre sens, nous pourrions entrer en matière et éviter des coupes linéaires, qui, je le reconnais, ne sont pas spécialement intelligentes puisqu'elles risquent de prêter certaines associations déjà fragiles. Mais s'il veut le bras de fer, au détriment de la population, nous sommes prêts et majoritaires.» La cheffe des Finances, la socialiste Sandrine Salerno, a déjà répondu que l'exécutif à majorité de gauche n'avait pas été élu pour réaliser des politiques de droite. |



Des membres de la Culture lutte, mardi à la Jonction. La culture est une des principales victimes du train de mesures voté par la majorité de droite. JPDS

«C'est loin d'être indolore»

«En taillant dans les outils à disposition du personnel pour qu'il puisse faire son travail, la majorité attaque les prestations à la population», selon Valérie Buchs, du SIT. Car la ligne 31 (achats et mandats) concerne autant les uniformes des pompiers que l'essence pour faire rouler les voitures de la police municipale, en passant par l'achat de livres pour les bibliothèques, la sous-traitance du nettoyage de bâtiments publics ou encore la logistique pour organiser de multiples manifestations (Ville est à vous, Fête de la musique...).

Quant aux associations, elles voient leurs moyens réduits alors qu'elles assument des politiques publiques cruciales, insiste le comité unitaire: prestations culturelles, sociales, activités pour les jeunes, développement durable... «Les acti-

vités de loisirs vont devenir plus chères, ces coupes vont toucher directement ou indirectement 25 000 jeunes», prévient Vladimir Schwager, secrétaire général du Groupe de liaison genevois des Associations de jeunesse, qui fédère 65 associations. Barbara Giongo, de la compagnie l'Alakran, pointe d'ores et déjà l'effet sur l'emploi: «Les troupes engagent moins. Et il y a une retombée sur l'économie locale. On évite de recourir à des imprimeurs, à des photographes ou vidéastes indépendants.» Les sommes en jeu et les situations sont multiples. Le Trialogue, qui aide les chômeurs, a ainsi perdu 3000 francs de la Ville. En bifant purement et simplement l'incubateur de la Chambre de l'économie sociale et solidaire, quatre postes ont été perdus et une quarantaine d'entrepreneurs n'ont pu

être soutenus. Pour l'Orchestre de la Suisse romande, l'enjeu représente 190 000 francs. «Il devra supprimer des concerts!», affirme le président des socialistes de la Ville, Olivier Gurtner.

«Ces coupes se cumulent la plupart du temps à celles qui interviennent au niveau du canton et de la Confédération, insiste Ariane Arlotti, de la Culture lutte. Surtout, elles frappent des associations qui tournent déjà grâce à l'énorme part de travail bénévole de leurs salariés.» Et M. Gurtner insiste: «Deux pour cent, ce n'est pas indolore, car cela va se répéter chaque année!» Enfin, le message politique est jugé particulièrement violent par ceux qui s'engagent dans les milieux associatifs ou culturels.

De fait, la majorité assume une volonté de rééquilibrer les

moyens mis dans la culture en faveur du sport, «qui concerne davantage de monde», souligne la cheffe de groupe PLR, Natacha Buffet-Desfayes. Son homologue du MCG, Pascal Spuhler, veut mettre un terme à la «politique de l'arrosoir», comme il qualifie la distribution des subventions. L'élu assume les coupes et accuse ses adversaires de «peindre le diable sur la muraille. Chaque association doit faire une réflexion budgétaire, mais il n'y a aucune conséquence grave. D'ailleurs la Ville est à vous aura lieu, la Fête de la musique aussi comme tous les autres festivals.»

Quant aux 10% pris sur les fonds généraux pour la culture – ils permettent d'être réactifs en finançant des projets ponctuels –, le PDC a promis qu'il ferait en sorte de les rétablir si le

chef de la Culture, Sami Kanaan, en effectue un audit et que son résultat est satisfaisant. Le PDC a affirmé ne pas avoir voulu s'en prendre aux artistes, mais obliger le magistrat à définir une politique claire alors qu'il distribue ces fonds «à son bon vouloir». M. Gurtner conteste l'utilité d'un audit puisque les vérifications sont faites: les subventions font toutes l'objet de conventions et d'évaluations, rappelle-t-il. Sa camarade Albane Schlechten estime que le PDC, s'il avait des doutes sur des dépenses particulières, aurait dû investiguer dans le cadre de la commission de la culture.

Le PDC, lui, n'a pas manqué de rappeler que la gauche, en 2013, avait déjà estimé inutile un audit sur les Unités d'action communautaire (UAC), que les partis de l'actuelle majorité

avaient en vain tenté de supprimer. Pourtant, la cheffe de la Cohésion sociale et de la solidarité, la verte Esther Alder, avait tout de même mandaté une étude indépendante pour 75 000 francs, qui avait pointé d'importantes faiblesses.

Visiblement peu à l'aise, Marie-Pierre Theubet, cheffe de groupe des Verts, répond: «C'est différent, les UAC nécessitaient une remise en question. Or les fonds généraux sont régis par un système de conventions.» Reste que la proposition du PDC n'emballait pas non plus ses alliés: «Nous ne sommes pas contre des audits s'ils donnent des réponses claires, commente M^{me} Buffet-Desfayes. Mais ce serait jouer un double jeu que de laisser entendre que nous voudrions revenir sur cette coupe.»